

Cher Monsieur,

Avant tout un grand merci pour votre courriel du 28 avril 2011.

Nous sommes satisfaits que vous citiez le chiffre de 400 000 musulmans en Belgique, mais en même temps nous exprimons le doute que vous puissiez résoudre le problème du vivre ensemble de deux cultures non compatibles que ce soit en Belgique ou ailleurs dans le monde.

Le problème est d'ordre "essentiel" et ne se limite pas aux signes distinctifs, il en est même très éloigné.

Depuis 2 000 ans, le problème est d'actualité dans d'autres pays du monde et vous semblez ne pas vouloir en tenir compte.

Vous utilisez un argument récurrent qui consiste à dire que "ce n'est qu'une minorité qui pose problème. C'est exact mais vous oubliez de dire que ce sont les minorités qui ont façonné le monde.

Votre prédécesseur, Monsieur REYNDERS, nous a tenu des propos semblables. Pour prouver sa thèse de "bonne entente" avec les musulmans, il citait la situation à Dearborn aux Etats-Unis d'Amérique, où tout semblait, suivant ses dires, excellente. Nous n'étions absolument pas d'accord et aujourd'hui vous lisez dans la presse que la situation à Dearborn est désastreuse et hors contrôle...Même chose dans certaines parties en Californie.

Ce n'est pas par plaisir que certains gouvernements ou Partis politiques oeuvrent pour réduire l'espace SCHENGEN. Angela MERKEL a ouvert le débat en déclarant aux jeunes du CDU que le modèle multiculturel est dépassé et que les immigrants doivent s'intégrer dans la société allemande en acceptant l'identité chrétienne de l'Allemagne.

David CAMERON a lancé une attaque dévastatrice contre le multiculturalisme qui dans les 30 dernières années a renforcé des idéologies extrémistes et un terrorisme islamiste. Le Parti libéral flamand, la Nva, propose un contrôle des frontières.

Ne voyez-vous pas qu'il y a une corrélation entre l'accroissement des allochtones et celle de la criminalité? Ne trouvez-vous pas votre Parti à la traîne?

Le rôle du politique est de s'occuper essentiellement du "Bien Commun" mais avouez que cela se limite souvent à l'intérêt du Parti avec des retombées non négligeables pour les intéressés.

Le Bien Commun se trouve ainsi dans une sphère hors de portée.

Permettez-moi de vous rappeler qu'en tant que citoyen nous en avons assez de cette politique intéressée à courte vue et nous attendons que chaque Parti fasse preuve d'honnêteté, de clairvoyance et de désintéressement.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les plus distingués,

Pour EUBOCO a.s.b.l.

Marcel CASTERMANS